

X

1 8 4 8

UNE PAGE D'HISTOIRE OUVRIÈRE



COLLECTION
ICO

21 AVR. 1948 "L'ÉPOPÉE OUVRIÈRE"

BB/3/110

637

INSTITUT DE CULTURE OUVRIÈRE

1 8 4 8

UNE PAGE D'HISTOIRE OUVRIÈRE

COLLECTION

ICO

"L'ÉPOPÉE OUVRIÈRE"

PLACE V SARDOU, MARLY-LE-ROI (S.-&-O.)

SOMMAIRE

UNE PAGE D'HISTOIRE OUVRIERE

PREMIERE PARTIE

1830 1848

	<i>Pages</i>
CHAPITRE I LA SITUATION POLITIQUE	7
CHAPITRE II LA SITUATION INTERNATIONALE	12
CHAPITRE III LA CONDITION OUVRIERE	13
CHAPITRE IV LE MOUVEMENT OUVRIER	16
CHAPITRE V LA PERIODE PRE-REVOLUTIONNAIRE.	22

DEUXIEME PARTIE

LA REVOLUTION DE 1848

CHAPITRE I LA CAMPAGNE DES BANQUETS	27
CHAPITRE II LES JOURNEES DE FEVRIER 48 ..	28
CHAPITRE III LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE	33
CHAPITRE IV LA CRISE ECONOMIQUE	41
CHAPITRE V LES ELECTIONS	42
CHAPITRE VI LES ATELIERS NATIONAUX ..	44
CHAPITRE VII LES JOURNEES DE JUIN	48

CONCLUSIONS

UNE PAGE D'HISTOIRE OUVRIÈRE

Une page d'histoire ouvrière, insuffisamment mise en relief dans les manuels de nos écoles primaires, fréquentées par les fils de la classe ouvrière

Février 1848 la lutte, le triomphe, l'énivrement de la Victoire, l'espérance en des jours meilleurs

Mars, Avril, Mai l'âpre combat quotidien pour des réalisations sociales, pour que règne un peu plus de justice

Juin 1848 les désillusions, la colère, l'émeute, la défaite, la répression impitoyable

Tout cela a été vécu il y a cent ans par nos pères, par notre Classe Ouvrière. Nous voudrions dans cette brochure retracer ces événements, les remettre dans leur cadre historique, tirer quelques enseignements de cette Révolution qui porta tant d'espérance et valut tant de souffrance.

Avant de décrire les événements qu'en cette année 1848 nous commémorons, et pour être à même d'en comprendre le sens et la portée, il nous faut nous attarder quelque peu sur la situation politique, sociale, économique du pays en général et de la Classe Ouvrière en particulier et cela dès 1830

PREMIERE PARTIE

1830-1848

I

LA SITUATION POLITIQUE

La Monarchie Constitutionnelle :

Nous sommes sous une Monarchie constitutionnelle depuis la Restauration des Bourbons en 1815.

Une charte définit et limite les pouvoirs des souverains.

La Révolution de 1830 :

Et c'est parce qu'il veut violer la Charte en ses points les plus importants (suppression de la liberté de la presse, modification du corps électoral au profit des gros propriétaires et aussi par sa politique à tendance absolutiste qui l'oppose à l'Assemblée) que Charles X est renversé au cours des journées des 28-29-30 Juillet qui restèrent dans l'histoire sous le nom des « Trois Glorieuses ». Ces journées révolutionnaires auxquelles participèrent les ouvriers et qui suscitèrent les espoirs de ceux-ci furent bien près d'amener la République.

Mais les considérations qui furent mises en avant : la déclaration de la République livrerait le pays à la division, elle nous brouillerait avec l'Europe ; justifiaient l'initiative de Thiers, de présenter le Duc d'Or-

léans, fils de Philippe l'Egalité, à la régence du Royaume.

Celui-ci, parrainé également par La Fayette, grande figure populaire, se fit acclamer au Balcon de l'Hôtel de Ville. L'Hôtel de Ville, lieu de consécration populaire par excellence, haut-lieu, pourrait-on dire, où viennent aboutir la colère ou l'enthousiasme de la foule de Paris. Lieu où se denouent tous les grands événements du XIX^e et du XX^e siècles.

La Monarchie de Juillet :

Le Duc d'Orléans fut proclamé Roi sous le nom de Louis-Philippe, « **Le Roi des Barricades** » comme il fut surnommé dans les jours de liesse et de détente qui suivirent les émeutes de Paris.

Il fit rédiger une nouvelle Constitution (la Charte de 1830) qu'il jura d'observer. Son règne, connu sous le nom de « **Monarchie de Juillet** » dura 18 ans, il se termina à la révolution de 1848.

Malgré les réformes adoptées, le Pouvoir politique appartient à la Bourgeoisie, conséquence du régime censitaire.

Le Régime Censitaire .

Pour être électeur ou éligible, il fallait avoir un minimum de revenus, évalués suivant l'impôt versé, c'est ce qu'on appelait la loi du « Cens » :

200 francs pour être électeur

500 francs pour être éligible.

Par contre, « **les capacités** » pouvaient compenser le manque de fortune. En effet, les services rendus pouvaient remplacer la richesse, c'était le cas des membres et correspondants de l'Institut et des officiers retraités jouissant d'une pension de 1.200 francs au moins, pour qui le cens électoral fut abaissé à 100 francs. Une bonne partie de la petite bourgeoisie, le monde paysan et la classe ouvrière restaient en dehors de la loi

électorale. Par ce système, le Collège électoral était composé de 190.000 électeurs, sur 30 millions de Français.

Ces 190.000 Contribuables, notables, hauts fonctionnaires, propriétaires terriens, industriels, représentaient ce que l'on a appelé « **le Pays Légal** ». La France politique était réduite à une aristocratie d'argent.

La Garde Nationale :

C'est une armée intérieure, faite de volontaires, dont le rôle est de défendre le régime de « Juillet ». Composée de 24.000 hommes, on en écarte les ouvriers en imposant aux gardes d'avoir un uniforme et de s'équiper à leurs frais. D'où un recrutement de bourgeois, fonctionnaires, rentiers, industriels, commerçants, etc...

La Garde nationale maintint le régime de Juillet. Elle se détacha de Louis-Philippe lors des événements de 1848. Elle contribua à l'effondrement de celui-ci.

Les Partis .

LES LEGITIMISTES :

Considéraient Louis-Philippe, fils de Philippe-Egalité, duc d'Orléans, cousin de Louis XVI, comme usurpateur.

La couronne devait revenir aux Bourbons, le Peuple était hostile à ce parti, sauf en Vendée.

LES REPUBLICAINS

Peu nombreux, avocats, journalistes, étudiants, ouvriers instruits vivant parmi le peuple, ils formèrent la gauche avec les socialistes.

Parmi ces derniers, l'un d'entre eux, Louis Blanc, jeune journaliste prit dès 1840 une grande influence sur les travailleurs. Son livre « **L'organisation du Travail** » apportait un programme précis qui répondait aux aspirations ouvrières. L'Etat représentant la Société, doit être le Banquier des pauvres. Il doit fournir aux ouvriers les avances nécessaires pour la fondation dans chaque

industrie « **d'Ateliers sociaux** » gérés par les travailleurs. Ceux-ci seront rémunérés par un salaire et par une partie du bénéfice net, l'autre partie devant servir à rembourser les avances consenties par l'État.

LE PARTI DU MOUVEMENT :

Se rapproche des Républicains. Une tendance voyait dans la Charte un début.

Il voulait l'extension du suffrage.

Devenir champion des peuples contre le pouvoir absolu des rois.

La majorité du pays le soutenait c'est pourquoi Louis-Philippe s'appuya sur lui dans la première partie de son règne. Ce parti évolua en « **Gauche dynastique** », devint plus républicain encore par ses tendances et il entra dans l'opposition.

LE PARTI DE LA RESISTANCE

Jugeait que la révolution était close avec la Charte. Il était partisan d'une politique pacifique à l'extérieur. Il avait pour lui la majorité du « Pays légal ». Ses chefs étaient Thiers, Guizot, Casimir-Périer. Dès 1831, le Parti de la Résistance est au Pouvoir, il y reste 17 ans.

Thiers et Guizot sont en rivalité :

Thiers, partisan de la toute puissance du premier Ministre, comme en Angleterre, débattant avec la Chambre les intérêts du Pays. « **Le roi règne et ne gouverne pas** ».

Guizot admettait que le Roi influe sur le gouvernement. « **Le trône** disait-il, **n'est pas un fauteuil vide** ».

Cette rivalité divisa le Parti en deux tendances. Le Centre droit avec Guizot le Centre gauche avec Thiers.

LE PARTI CATHOLIQUE :

Enfin, sur l'initiative d'un jeune prêtre breton, l'Abbé Lamennais, un autre parti se forma dès la première année du règne de Louis-Philippe, le parti catholique

que vint animer Lacordaire et le comte de Montalembert.

Lamennais et Lacordaire pensaient que le Clergé avait tort de lier la cause de l'Eglise à celle des Bourbons, d'associer « **l'autel au trône** » : attitude commune des catholiques influents de l'époque. Il fallait « **affranchir la religion de la servitude des gouvernements** ». Il fallait pour être libre obtenir l'abolition du Concordat, qui faisait du prêtre « **une espèce de rouage administratif** » et renoncer au budget des cultes : « **Un morceau de pain qu'on jette au clergé et qui n'est que le titre de son oppression** ».

Ces idées adoptées par ce qu'on appela les catholiques libéraux furent exposées dans « l'Avenir ». L'Avenir cessa de paraître en 1832 après la condamnation de Lamennais. Celui-ci, volontiers pamphlétaire, se mêlant de toutes les querelles politiques de l'époque ne se soumit pas et passa au parti républicain et au socialisme.

Malgré tout, l'action de Lacordaire et de ses amis parmi lesquels Ozanam, valut au catholicisme, que d'aucuns en 1830 jugeaient agonisant, une place et une influence importante dans le pays au point que pendant les événements que nous retracerons plus loin, le 24 février 1848, les insurgés commençant le sac des Tuileries, se découvraient devant le crucifix qu'on emportait de la chapelle et l'escortaient jusqu'à l'église Saint-Roch.

*
* *

En 1840, Guizot devint Ministre des Affaires Etrangères. Il dirigea en fait à partir de ce moment le cabinet.

Il était autoritaire, en communion d'idée avec Louis-Philippe qui disait de lui « **c'est ma bouche** », partisan d'un gouvernement ordonné et fort. Pour gouverner disait-il, deux choses « la raison et le canon ».

Hostile aux libertés plus grandes, il n'admettait pas que depuis 25 ans un nombre accru de gens s'intéres-

sât à la politique. Il voulait « maintenir ». Opposé à toute réforme, il pratique la politique de l'immobilité.

Et pendant cette période, en opposition à cette politique « statique » du gouvernement, l'état de la France et de l'Europe est en effervescence.

II

LA SITUATION INTERNATIONALE

La révolution industrielle qui s'est produite en Angleterre au cours du XVIII^e siècle, s'étend maintenant à toute l'Europe ; une classe prolétarienne est née. L'organisme économique nouveau est secoué de crises violentes de 1837 à 1843, une question sociale se pose. L'antagonisme des classes apparaît sous une lumière violente.

En Angleterre, le Mouvement Chartiste se lance il prêche la lutte entre employeurs et employés. Il mord surtout dans le Nord de l'Angleterre où la situation sociale est déplorable : vie chère, salaire bas, chômage, coalitions et grèves, taudis, etc... sont les signes avant coureurs de désordres civils.

Disraëli a fait un tableau lamentable de l'état moral et physique des mineurs anglais. Les enquêtes de Buret et de Villermé ont montré que la situation de l'ouvrier français ne le cédait en rien à celle de son camarade anglais. Nous en donnerons quelques exemples plus loin.

Le Mouvement ouvrier fait très important, tend à devenir international, du fait de la participation des travailleurs aux sociétés secrètes, Français, Allemands, Suisses, Anglais, Belges. En 1843, Flora Tristan lance « l'Union Ouvrière », anticipation de l'Internationale.

Engels, en Angleterre se penche sur le problème social et, en 1845, publie son ouvrage sur la situation des classes laborieuses en Angleterre.

Discuté à Londres en 1847 devant le premier Congrès de la Fédération Communiste, paraît en Janvier 1848, le « **Manifeste Communiste** » qui fait le point sur la situation sociale à cette date et précise la tactique à suivre.

En Prusse, le Roi accorde une constitution à ses sujets. En Italie surtout, les idées conservatrices sont mises à dures épreuves. Au mois de Juin 1846, Pie IX succède à Grégoire XVI, le nouveau Pape accorde une amnistie très large aux condamnés politiques et se montre favorable aux réformes.

Ce fut une explosion d'enthousiasme, telle qu'on en voit parfois chez les peuples du midi, quand, par une nuit d'été, Pie IX parut au balcon de son palais, la foule délirante crie : « Courage Saint-Père, courage ».

Hugo disait alors « **Un pape qui adopte la révolution française, qui en fait la révolution chrétienne, un pape qui fait cette chose extraordinaire et sublime, n'est pas seulement un homme, il est un événement** ». Tout ceci crée un climat qui n'est pas sans influencer la situation en France et exacerber la tension qui croît dans la Classe Ouvrière dont les conditions de vie sont effroyables.

III

LA CONDITION OUVRIERE

La population ouvrière rassemblait environ, en 1842, 9.400.000 individus. Le prix moyen de la journée de travail était de trente sous pour 15 heures de travail. Quelques extraits des témoignages tirés des enquêtes qui eurent lieu à cette époque, nous montrent tout le tragique de cette condition ouvrière et ses conséquences :

La situation des Ouvriers de Mulhouse, d'après Villermé :

« Il faut les voir arriver chaque matin en ville et en partir chaque soir. Il y a parmi eux, une multitude de femmes pâles, maigres, marchant pieds nus au milieu de la boue, et qui, faute de parapluie, portent sur la tête, lorsqu'il pleut, leur tablier ou leur jupon de dessus, pour se préserver la figure et le cou, et un nombre encore plus considérable de jeunes enfants non moins sales, non moins hâves, couverts de haillons tout gras de l'huile des métiers, tombée sur eux pendant qu'ils travaillent. Ces derniers, mieux préservés de la pluie par l'imperméabilité de leurs vêtements, n'ont pas même au bras, comme les femmes dont on vient de parler, un panier où sont les provisions pour la journée ; mais ils portent à la main ou cachent sous leur veste, ou comme ils peuvent, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à l'heure de leur rentrée à la maison ».

Et les logements ouvriers à Lille :

« Les plus pauvres habitent les caves et les greniers. Ces caves n'ont aucune communication avec l'intérieur des maisons : elles s'ouvrent sur les rues ou sur les cours, et l'on y descend par un escalier, qui en est très souvent à la fois la porte et la fenêtre. Elles sont en pierres ou en briques voûtées, pavées ou carrelées, et toutes ont une cheminée ; ce qui prouve qu'elles ont été construites pour servir d'habitation. Communément leur hauteur est de 6 pieds et demi prise au milieu de la voûte, et elles ont de 1 à 14 ou 15 pieds de côté. C'est dans ces sombres et tristes demeures que mangent, couchent et même travaillent un grand nombre d'ouvriers. Le jour arrive pour eux une heure plus tard que pour les autres, et la nuit une heure plus tôt... » Je voudrais ne rien ajouter à ce détail des choses hideuses qui révèlent, au premier coup d'œil, la profonde misère des malheureux habitants ; mais je dois dire que, dans plusieurs des lits dont je viens de parler, j'ai vu reposer ensemble des individus des deux sexes et d'âges très différents, la plupart sans chemise et d'une saleté

repoussante. Père, mère, vieillards, enfants, adultes s'y pressent, s'y entassent. Je m'arrête... le lecteur achèvera le tableau, mais je le prévient que s'il tient à l'avoir fidèle, son imagination ne doit reculer devant aucun des mystères dégoûtants qui s'accomplissent sur ces couches impures, au sein de l'obscurité et de l'ivresse ».

La condition des ouvriers à domicile de Nantes décrite par un médecin : M. Guépin.

« Il n'est personne, à moins d'avoir étouffé tout sentiment de justice, qui n'ait dû être affligé en voyant l'énorme disproportion entre les joies et les peines de cette classe... On aimerait à voir quelques compensations à ces misères : le repos après le travail ; un service rendu après un service donné ; un sourire après un soupir ; des joies matérielles ou des joies d'amour-propre ; quelque chose enfin. Et cependant, à l'ouvrier dont nous parlons, rien de tout cela n'est donné en échange de son travail.

« Au delà du morceau de pain qui doit nourrir lui et sa famille, au delà de la bouteille de vin qui doit lui ôter un instant la conscience de ses douleurs, il ne prétend à rien, il n'espère rien.

« Quoi que nous puissions dire de cette misérable fraction de la société, le détail de ses dépenses parlera plus haut : Loyer, 25 francs, blanchissage, 12 francs, combustibles (bois et tourbe), 35 francs ; lumière, 15 francs, réparation de meubles détériorés, 3 francs, déménagement au moins une fois par an, 2 francs ; chaussures, 12 francs ; habits (ils se vêtissent de vieux habits qu'on leur donne), 0, médecin-pharmacien, 0 (des sœurs de charité, leur délivrent des médicaments sur bons de médecin) ; soit 104 francs. Il faut que 196 francs, complétant les 300 francs (salaire annuel) suffisent à la nourriture de 4 à 5 personnes qui doivent consommer au minimum en se privant beaucoup, pour 150 francs de pain. Ainsi il leur reste 46 francs pour acheter le sel, le beurre, les choux et les pommes de terre. Et si l'on songe que le cabaret absorbe encore une certaine

somme... on comprendra... que l'existence de ces familles est affreuse ».

Telle était la situation véritable des travailleurs. Cela n'empêchait pas Guizot de déclarer le 23 Mai 1846, avec une inconscience incroyable : « **Tranquille sur les principes, sur les intérêts moraux qui lui sont si chers, tranquille sur sa grande existence morale, le pays fait paisiblement ses affaires quotidiennes.** »

IV

LE MOUVEMENT OUVRIER

Après la Révolution de Juillet 1830, rapidement les travailleurs se rendent compte qu'ils sont non seulement écartés de la vie politique, mais de plus leurs revendications, justifiées par l'état de misère et de dépendance qui est le leur sont rejetées, leurs militants poursuivis, leurs mouvements de grèves brutalement réprimés.

Cette période 1830-1848 sera jalonnée d'essais de coalitions, de grèves, d'émeutes. Rappelons parmi les plus importants de ces mouvements :

La révolte des Canuts :

En octobre 1831, les Canuts du « **Devoir Mutuel** » de Lyon, signent avec les représentants des Patrons, en présence du Préfet, Bouvier du Molart, un tarif de salaires.

Une minorité de patrons proteste devant la Chambre des députés sur cet accord. Le Ministre du Commerce, le comte d'Argout, imbu des principes du libéralisme économique, déclare que le tarif n'a pas force de loi.

La révolte éclate dans la ville. Le drapeau noir des Canuts de la Croix-Rousse porte la devise « **Vivre en travaillant ou mourir en combattant** ». L'émeute

s'organise, la bataille s'engage violente et sanglante contre l'armée et la garde nationale. L'Armée vaincue se retire.

Mais les travailleurs ne s'organisent pas, la victoire remportée ; ils restent chez eux. Dix jours plus tard, l'armée entre à Lyon. Le préfet est destitué. Le tarif annulé. 90 militants arrêtés.

Effrahem :

Effrahem, ouvrier cordonnier est arrêté en 1833 parce qu'il a organisé une grève de 6.000 cordonniers parisiens et qu'il a fondé une société d'amitié-fraternelle, destinée à unir tous les ouvriers de sa profession divisés alors en sociétés rivales.

1834 — Grèves de Lyon et émeutes de Paris :

Le 13 Février l'association mutuelliste vote la grève générale pour s'opposer à une baisse des prix. Celle-ci touche 14.000 métiers, 20.000 travailleurs. Les typographes ouvrent une souscription pour les aider. **C'EST LA PREMIERE MANIFESTATION DE SOLIDARITE INTER PROFESSIONNELLE.** Mais la grève échoue ; on arrête les meneurs.

Dans le même temps, le gouvernement dépose un projet de loi pour restreindre la loi sur les associations. Ce sera la loi du 10 Avril 1834, soumettant à l'agrément même les associations ouvrières de moins de 20 personnes. Cette loi, en rendant plus difficile la vie des associations, rejette celles-ci dans la clandestinité.

D'autre part, les ouvriers parisiens s'agitent contre ce projet de loi et également contre l'ouverture du procès des grévistes de Février 31. Ce sera l'émeute républicaine du 13 Avril que le Général Bugeaud et Thiers feront réprimer par les massacres de la rue Transnovain. Dans cette répression organisée par Thiers (qu'il rééditera sur une plus grande échelle en 1871) la responsabilité du gouvernement et du parlement est effrayante. Les ordres donnés sont nets « **pas de quartier** » dit Thiers, et Guizot renchérit « **Les ordres**

sont impitoyables ». Ainsi couvert le général Bugeaud dit à ses troupes : **« il faut tout tuer. Amis, point de quartier, soyez impitoyables »** (1) Impitoyables les soldats l'ont été, ils n'épargnèrent personne, femmes, enfants, vieillards.

Conséquences :

Tout ceci aura pour résultat de politiser l'action ouvrière. Les travailleurs se rendent compte que l'action professionnelle ne peut se mener sans une politique progressiste. Cela fait comprendre en partie, pourquci plus tard, le marxisme marquera la classe ouvrière, avec sa primauté du politique.

Cela rend plus crucial le problème de l'organisation ouvrière, de l'éducation des militants.

Nous assisterons à des essais d'associations ouvrières, sur le plan de la Production. Les travailleurs essaient de se dégager de l'emprise capitaliste, des groupements corporatifs de production se montent : Société des bijoutiers en doré, Société typographique, etc...

L'influence des doctrinaires socialistes se fait sentir. Les publications de Lamennais, de Considérant, Pécqueur, Proudhon, **« L'organisation du travail »** de Louis Blanc, contribuent à faire lever des ferments de régénération sociale en faveur du prolétariat.

L'histoire de la grande révolution est à l'honneur. Michelet commence la publication de sa grande **« Histoire de la Révolution »** (1846), Lamartine donne les sept volumes de **« L'Histoire des Girondins »** (1847) et exalte l'œuvre de la révolution.

Les sociétés secrètes se sont multipliées et le communisme égalitaire de Gracchus Babeuf, y pénètre grâce à l'influence de Blanqui.

Babeuf

Babeuf, figure originale de la révolution de 1789, avait

(1) Histoire du Mouvement Ouvrier, d'Edouard Dolléans, page 95.

été condamné à mort après l'échec de la **« Conjuraton des égaux »** dont il était l'animateur

Ses idées, car il est difficile de parler de doctrine, ont influencé la pensée socialiste. Il a fait école et des organisations babouvistes ont participé aux événements de 1848 ; elles étaient parmi les plus avancées. Naturellement les Babouvistes réclament le retour au suffrage universel prévu à la constitution de 1793.

Des journaux entretiennent le feu sacré : **Le Populaire, L'humanitaire, la Fraternité, l'Evangile du Peuple, etc.** Parmi eux, il faut s'arrêter plus particulièrement sur **« L'Atelier »** qui représente le courant spiritualiste du mouvement ouvrier de l'époque et un authentique effort de culture ouvrière.

L'atelier () :

L'Atelier paraît avec des fortunes diverses de 1840 à 1850. D'abord mensuel, il devint hebdomadaire, puis de nouveau mensuel. Enfin, il disparaît, le 31 juillet 1850, faute de pouvoir verser un cautionnement de 18.000 fr

*
**

Il faut préciser qu'à cette époque, la presse n'était pas répandue comme de nos jours. Les journaux ne se vendaient pas au numéro, mais par abonnement. Les abonnements, compte tenu du standard de vie du moment, surtout pour les ouvriers, revenaient chers et et peu de travailleurs lisaient. Malgré tout, les plus instruits fréquentaient des clubs de lecture, les mutuelles ouvrières et les sociétés secrètes et prenaient connaissance des écrits des doctrinaires ou de ce qui s'écrivait dans les quelques journaux rédigés à leur intention et ils en faisaient part à leurs camarades.

Il faut se représenter avec netteté cette situation pour

(1) Voir l'article de François Boury « L'Atelier » paru dans les Cahiers du Travail, N° 8 d'Octobre 1947 et dont nous nous inspirons en partie dans ce chapitre.

pouvoir juger et comprendre les difficultés rencontrées par les premiers militants ouvriers pour atteindre leurs camarades plus déshérités qu'eux sur le plan de l'instruction.

Cela fait comprendre également pourquoi les militants ouvriers se recrutaient surtout dans certaines professions comme les typographes, teneurs de livres, etc... Beaucoup de ces militants se faisaient les éducateurs de leurs camarades le soir après leur journée de travail.

*
* *

« **Les Ateliéristes** » ainsi nommait-on les rédacteurs de l'Atelier ne signaient pas leurs articles. Ceux-ci, discutés, en comité de lecture, engageaient l'ensemble de l'équipe.

Les rédacteurs étaient au nombre de 75. Parmi eux, des typographes, des bijoutiers, des mécaniciens, des tailleurs, etc... Toutes professions comme nous disions plus haut qui exigeaient une certaine culture.

L'Atelier est animé par Anthime Corbon, compositeur typographe, puis metteur en page chez Plon, sculpteur enfin journaliste. Toutes professions qu'il exerce avec talent, ce qui montre l'exceptionnelle qualité de cet homme. Et ce cas n'est pas exceptionnel parmi tous les collaborateurs qu'il faudrait pouvoir citer. Tous ces militants ouvriers qui vquaient à leurs occupations professionnelles le jour étudiaient la nuit et réussirent à faire un journal qui jouissait d'une très grande autorité.

Ces militants, pour la plupart disciples de « **Buchez** » (ancien agitateur puis Saint-Simonien, que l'évolution de sa pensée amena au catholicisme) définissent leur morale de « **spiritualisme démocratique** ». En effet, dès Octobre 1842 « L'Atelier » précise ses idées religieuses et se prononce nettement pour le catholicisme. Il estime que l'Evangile est le point de départ du monde moderne. La religion est le « **Ciment de l'unité sociale** ». Il prétend même que la politique chrétienne est la base de la démocratie.

Ce journal ouvrier a un programme de revendications que les premières heures de la Révolution de 1848 réalisent en grande partie.

Limitation de la journée de travail

Abolition du marchandage

Règlementation du placement ;

Etablissement d'un salaire minimum ;

Suppression de l'obligation du livret

— Règlementation de la concurrence faite aux ouvriers par la main-d'œuvre des prisons et des couvents

Transformation des conseils de Prud'hommes

Réparation des accidents de travail ;

Caisse des retraites pour la vieillesse,

Liberté de réunion, de coalition et d'association

Avec les socialistes français, il pense que « **le droit aux fruits du travail doit devenir la base de la société future** ».

L'affranchissement du prolétariat exigera de la part des travailleurs de sérieuses qualités morales et une instruction élémentaire.

L'Atelier préconise le mouvement coopératif. Il entrevoit la naissance d'un monde ouvrier nouveau qui prendrait la forme suivante :

Un ensemble d'associations ouvrières de production où chacun aura à cœur de travailler sachant bien, comme le dit saint Paul que « **Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger** » (numéro de Février 43).

Ces associations doivent aboutir à supprimer le salariat, mettre en commun la possession des instruments de travail, les ouvriers devenant tous associés.

L'Association devra être indissoluble et garder intact le capital social.

L'influence de « L'Atelier » fut grande à son époque, elle s'étendit à l'Angleterre. Ne prêchait-il pas également la solidarité internationale des travailleurs ?

Lors de la révolution de 1848 « L'Atelier » lance deux proclamations. L'une invite les ouvriers à conserver leurs armes. L'autre leur demande de s'opposer à ce qu'on escamote la Révolution de 1848 comme celle de 1830.

« Les ouvriers exigent une Assemblée Nationale nommée par l'universalité du peuple français ».

V

LA PERIODE PRE-REVOLUTIONNAIRE

Ainsi pendant la période 1830-1848 les idées d'égalité de suffrage universel, héritées de la révolution de 1789, les notions d'association, de droit au travail, lancées par les doctrinaires de toutes nuances, reprises par les sociétés secrètes, les mutuelles ouvrières, les journaux, expliquent la vogue populaire qui emportera le régime en Février 1848.

Le régime restait absolument étranger à tout ce bouillonnement qu'il ne prenait pas au sérieux. Pas plus qu'il ne s'alarmait outre mesure des réactions populaires qu'entraînèrent le chômage qui précéda 1848, de la crise alimentaire de l'hiver 1847 de l'exemple désastreux que présentait la déliquescence du régime à un moment où la souffrance ouvrière arrivait à un point extrême.

Enfin, se rajoutant à tout cela : la bataille politique menée par l'opposition, et les intérêts de la Petite Bourgeoisie, souhaitant un élargissement du régime Censitaire et se rencontrant sur ce point avec les aspirations de la Masse ouvrière qui demandait le suffrage universel.

C'est tout cela qu'il nous reste à exposer succinctement avant d'abord les « faits » mêmes de la révolution de 1848.

Nous nous rendons compte que la révolution de 48, comme tout événement important d'ailleurs, n'a pas qu'une seule cause, mais est l'aboutissement de toute une évolution, de toute une situation touchant à la fois au domaine politique, économique et à la condition sociale de tout un Peuple. Et chacun de ces facteurs agit sur l'autre.

La crise alimentaire :

Un événement considérable favorise encore le Mouvement social la crise alimentaire de 1845-47 consécutive de l'hiver exceptionnellement rigoureux qui sévit en Europe de 1844-45. Les pluies abondantes et froides, les mauvais moyens de transport, le manque de voies ferrées firent que tous les pays furent touchés par la crise. En France particulièrement, tout semble se coaliser pour aggraver la situation. Les vents obligent les navires à rester au port, les routes sont en mauvais état. Le faible niveau des eaux du Rhône paralyse la circulation fluviale. Marseille par exemple est encombré de grains de Russie.

Les prix montent, la spéculation, les accaparements avivent la souffrance du peuple. Les courtiers marrons font des offres exorbitantes aux paysans. Des désordres éclatent les affamés assaillent les convois de grains ou vont réclamer devant les presbytères le pain des pauvres. Enfin le typhus fait son apparition en 1846, s'étend en 1847 décroît et laisse la place au choléra.

Les Municipalités créent des boulangeries communales, organisent des comités de secours, ouvrent des ateliers de charité.

Les classes laborieuses sortent meurtries et irritées de la crise. La détresse des journées de la faim les a rendues plus impressionnables.

L'opposition et les projets de réforme :

L'opposition a beau jeu ; elle reproche au gouvernement son inertie. L'impuissance du Roi devant les malheurs du temps porte un coup fatal au trône.

Le 27 avril 1847 à la tribune de la Chambre, un député résumant l'œuvre du Ministère de Guizot déclara : « **Voici, Messieurs, tout le système du gouvernement, rien, rien, rien** ». Ceci répondait si bien au sentiment de l'opposition que ce propos servit de ralliement à tous les ennemis du Ministère.

Guizot ne voulait malgré tout aucune innovation. Lorsqu'on proposa d'unifier les tarifs postaux qui variaient par zone, il refusa.

Un groupe de l'opposition, se rendant compte qu'il fallait amadouer les mécontents, désarmer le communisme qui fait son apparition, en donnant à la masse l'espoir de participer au gouvernement, proposait une réforme électorale et une réforme parlementaire.

La proposition de Duvergier (du groupe qui s'intitulait : « **Conservateur progressif** » se résumait ainsi

« **Tout français payant 100 francs de contribution est électeur. Certaines catégories de citoyens, les professeurs, officiers en retraite, avocats, médecins, « les capacités » jouissent du même droit. C'était environ 200.000 électeurs nouveaux** ».

En même temps Rémusat proposait d'édicter l'incompatibilité du mandat de député avec toute fonction publique, et notamment avec celle d'attaché à la maison du Roi. Il visait par là les serviteurs dévoués de Louis-Philippe, ses aides-de-camps qui, en pleine séance, transmettaient aux députés les ordres de leur Maître.

Les projets étaient sages. Ils donnaient satisfaction à l'opinion qui s'affirmait d'année en année pour un suffrage plus étendu, ils flattaient l'amour propre des commerçants, de la garde nationale, de la petite bourgeoisie que l'exclusion de vote blessait. Ils n'avaient absolument rien de révolutionnaire. Pourtant Louis-Philippe restait défiant, il ne voulait pas remettre la Charte en question. Parlant de la réforme il disait « **Ce serait le coup de ciseau dans une étoffe tendue, tout le morceau y passerait** ». Guizot ne pensait pas autrement. Et comme un député républicain, Garnier Pagès s'écriait « **Le jour du suffrage universel viendra** », il riposta sèchement « **Il n'y a pas de jour pour le suffrage universel** ». Les projets furent repoussés et le Roi donna la Présidence du Conseil à Guizot qui ne l'avait pas encore occupée en titre.

L'échec de la double réforme détacha de la Monarchie tous ceux qui avaient espéré devenir électeurs, on accu-

sait le « **Ministère-Borné** », non seulement d'entraver tout progrès mais de n'être même pas capable de bien mener les affaires du pays.

Les scandales ·

Par surcroît, la décadence du régime éclate aux yeux de tous, les scandales se succèdent. Le Directeur de la Manutention spéculait sur les grains avec les fonds de l'Etat. Le Directeur d'un théâtre lyrique obtenait le renouvellement de son privilège, en versant une forte somme à un journal ministériel. Tel autre journal était devenu une officine où l'on vendait des croix de la Légion d'honneur

Mais le procès TESTE montra à plein l'immoralité du régime. TESTE, Président à la Cour de Cassation, fut accusé d'avoir reçu par l'intermédiaire du Général Cubières, ancien Ministre de la Guerre, une somme de 94.000 francs, à l'effet d'accorder à des tiers, la concession d'une mine de sel gemme.

Le duc de Praslin assassine sa femme et se suicide.

Un Pair de France, muni depuis 10 ans d'un conseil judiciaire pour l'administration de ses biens, est malgré tout jugé capable de prendre part à la confection des lois.

Chaque jour le discrédit dans lequel était tombé le régime s'accroissait. Le duc de Montpensier se rendant à Vincennes en somptueux équipage, était accueilli par les cris de « **A bas les voleurs** ». Et dans les rues des affiches étaient ainsi rédigées : « **On demande des ouvrières sans ouvrage pour nettoyer une cour et deux chambres** ».

Guizot ne s'émouvait pas. Il s'était isolé de la Nation. Il croyait dominer les événements.

Manifestations :

Or pendant ce temps, comme nous le marquions plus haut, l'ouvrier prenait conscience de sa situation

misérable. Le 27 Janvier 1848, de Tocqueville prononçait à la tribune les paroles significatives annonçant que les opinions communistes descendaient profondément dans les masses et qu'elles amèneraient tôt ou tard les révolutions les plus redoutables. En effet, la progression des idées socialistes et communistes est flagrante et il faut tenir compte également que pour la bourgeoisie, toute idée mettant en cause ses privilèges sociaux est de suite baptisée communiste ; nous connaissons cela.

Sur divers points du territoire éclatent des manifestations violentes. Un rapport de la Préfecture de Police précise le 14 Janvier 1848 « **les villes industrielles, Lyon, Rouen, Marseille, Toulouse, Grenoble, Saint-Etienne, Saint-Quentin, Louviers, les départements de l'Est, voisins de la Suisse (tels que le Haut-Rhin, les Vosges, le Doubs, l'Ain) fournissent un contingent de communistes plus nombreux que partout ailleurs** ».

DEUXIEME PARTIE

LA REVOLUTION DE 1848

I

LA CAMPAGNE DES BANQUETS

Le Banquet était un vieux moyen de propagande, on en avait usé depuis 1830, puis il était tombé dans l'oubli. Mais l'opposition le remit en honneur. Elle ne manquait pas d'orateurs aimés de la foule.

Guizot ayant la majorité au parlement, il ne restait qu'une ressource : ouvrir la fenêtre, suivant l'expression de Lamartine, parler pour la rue, faire appel au peuple.

Le 9 Juillet 1847, 1.200 convives réunis au Château-Rouge acclament « La réforme », chantent la Marseillaise et dans leurs discours les orateurs comparent le temps présent aux jours néfastes qui ont marqué la fin de la restauration.

La province suit l'exemple ; à Maçon, Lamartine prophétise « **Si la royauté continue à agir comme elle le fait après avoir eu les révolutions de la liberté et les contr-révolutions de la Gloire, vous aurez la révolution de la conscience publique et la révolution du mépris** ». Les derniers mots du « **Moïse de la Démocratie** » retentissent dans toute la France.

La violence avec laquelle Lamartine, très populaire, se jette dans l'opposition démocratique, aura été un rude choc pour la dynastie, et comme en ce temps la bourgeoisie ironisait « **C'est un poète, il est dans les nua-**

ges », Hugo répondit « **L'orage aussi est dans les nuages** ».

Les Radicaux (1) avancés, les Républicains, prennent une place de plus en plus importante dans l'agitation réformiste, et la surenchère oratoire porte ses fruits.

Au sortir de la réunion où la Campagne des Banquets vient d'être résolue, Garnier Pagès dit à un de ses amis « **Ce que nous venons de décider, c'est la révolution** ».

Lorsqu'en Janvier 1848, les chambres se réunissent on se rend compte de la gravité du conflit. Les avertissements au Ministère se multiplient, Thiers sentant le moment venu, se pose en homme de gauche et tout en souhaitant que le gouvernement de la révolution reste dans les mains des modérés, déclare que si ce souhait ne se réalisait pas, il serait toujours du Parti de la Révolution. Malgré tout, le Parlement laisse la majorité à Guizot.

Le Roi gardait, lui aussi la même attitude. « **Tous ces gens-là, disait-il de l'opposition, sont des fiers à bras qui veulent intimider le gouvernement** ». Il était à ce point obstiné qu'il disait en parlant de la réforme : « **Je ne la veux pas, si la Chambre des députés la vote, j'ai la Chambre des Pairs pour la rejeter et quand bien même la Chambre des Pairs l'adopterait, mon veto est là** ».

II

LES JOURNÉES DE FEVRIER 1848

Un grand banquet devait se tenir à Paris pour clôturer la campagne en faveur de la réforme. Il devint par surprise l'occasion du renversement de Louis-Philippe.

(1) Républicains dont le chef était Ledru-Rollin, qui réclamaient non une réforme, mais une révolution dans le régime électoral, l'abolition du Cens et l'établissement du suffrage

Le Banquet devait avoir lieu le mardi 22 février à midi, dans un local situé en haut de l'avenue des Champs-Élysées. Les officiers de la 12^e région de la Garde Nationale presque tous radicaux, qui avaient pris l'initiative de cette manifestation, invitèrent les députés de gauche, ceux-ci se sentant débordés refusent. Guizot au lieu de profiter de cette mésentente interdit le Banquet, et du coup réconcilie ses adversaires qui font bloc contre lui et décident que le Banquet aura lieu.

Ce ne sera pas une manifestation comme les précédentes mais une procession dans la rue. Les souscripteurs étaient convoqués pour onze heures, Place de la Madeleine et devait défiler jusqu'au lieu de réunion.

Malgré l'interdiction et la pluie, il y a foule à la Madeleine et Place de la Concorde. La Garde Municipale charge plusieurs fois pour disperser les manifestants. A la nuit tombante, quelques Barricades sont ébauchées et on tente de piller des boutiques d'armuriers. Mais cela ne semblait pas grave.

D'autant plus que les chefs du Parti Républicain décidaient sur les instances de Louis Blanc et de Ledru Rollin de ne rien tenter afin de ne pas conduire la « **démocratie à la ruine, et le peuple à la boucherie** ».

Résistance du Roi

Tout semblait rentrer dans l'ordre et Louis-Philippe exultait, disant à ses conseillers qui lui avaient parlé de concessions nécessaires. « **Eh bien, vous nous disiez que nous étions sur un volcan, il est beau votre volcan, c'est une vraie journée de dupes** ». Par ailleurs, il avait reçu l'assurance du Préfet de Police qu'il était à même de dominer la situation, et le Général Jacqueminot, commandant la Garde Nationale, répétait aux Tuileries qu'il n'y avait rien à craindre.

universel. On les appelait les Radicaux du nom donné en Angleterre aux partisans d'une révolution analogue (ils voulaient réformer jusqu'à la racine l'organisation électorale anglaise).

A 1 heure du matin, les troupes regagnent leur caserne, Louis-Philippe dit en riant à ses familiers que les Parisiens n'ont pas l'habitude de faire des révolutions en hiver

Convocation de la Garde Nationale :

Le 23, l'émeute paraît réduite, malgré que dans la nuit du 22 au 23 de nombreuses barricades furent élevées dans les quartiers du Centre, rue Saint-Denis, rue Saint-Martin, etc...

Le gouvernement a la malencontreuse idée de convoquer la Garde Nationale. Celle-ci est surtout composée de « **capacités** » et c'est justement le vote des capacités qui est en cause, et elle est en grande majorité sinon en totalité hostile à Guizot. Elle se montre donc peut disposée à appuyer la troupe.

Les légions de chaque arrondissement en se rendant de leur mairie au poste qui leur est assigné, manifestent bruyamment. Elles réclament la mise en accusation des ministres, crient : « **Vive la République** ». Maintenir l'ordre ? Pas un de ces hommes n'y songe.

Qu'est donc devenue la milice citoyenne « **le rempart du régime** » ? Les gardes nationaux modérés sont-ils restés chez eux ? Quoi qu'il en soit, à midi le Gouvernement peut se convaincre qu'il a ressuscité l'émeute qui semblait moribonde. Les défenseurs de la Paix publique sont transformés en insurgés. L'infidélité inattendue de la Garde, touche au cœur Louis-Philippe, il est atterré. Il renvoie Guizot et ses collègues. Tumulte à la chambre. Transports dans le Peuple. La Garde Nationale défile dans la rue en criant « **Vive la réforme** ». Molé est chargé de former un nouveau Ministère. il accepte à regret.

Prise en mains de l'émeute par les Républicains et les Socialistes :

Pendant que les gardes nationaux, se voyant déjà

électeurs, criaient leur joie dans Paris, les événements prenaient une tournure plus sérieuse.

Les Républicains prenaient la tête du Mouvement, les éléments socialistes, dont la foi révolutionnaire s'était exaltée, se rejoignaient, prenaient leur mot d'ordre, préparaient l'insurrection véritable, qui viendrait se greffer sur l'émeute bourgeoise et finalement la dominerait.

Ce travail obscur cette prise en main de l'agitation, échappaient à la Police et également à l'opposition. Le régime avait rejeté les associations ouvrières dans la clandestinité, il récoltait ce qu'il avait semé. La classe ouvrière avait ses organisations à elle, ses militants, ses meneurs, elle en prenait conscience, elle en recevait un élan irrésistible, il faudrait peu de chose dorénavant pour que l'ordre établi fut balayé, ce qui arriva.

La fusillade

Le 23, à la tombée de la nuit, se produisent quelques bagarres. Des groupes chantent « **La Marseillaise** » demandant la potence pour Guizot. Puis une Bande se dirigeant vers le Ministère des Affaires étrangères, se heurte aux soldats protégeant ce ministère. La troupe croise la baïonnette. La foule s'exaspère, des torches enflammées sont passées sous la figure des soldats. Soudain, part une détonation on ne sait d'où, puis succède une fusillade générale.

Effrayée la foule recule, quelques manifestants entassent 16 cadavres sur un tombereau qui passe, parmi lesquels, bien en vue, celui d'une jeune femme dont la poitrine était couverte de sang. Puis, en cortège, à la lueur des torches, pendant une grande partie de la nuit on promène les cadavres à travers les rues, en appelant le peuple aux armes.

Le 24 Février, au matin, tout Paris est en armes, on pille les armureries, les dépôts de cartouches, c'est la guerre des rues, à laquelle depuis 1830, le Peuple est entraîné.

Les mesures prises par Bugeaud sont sans effet, on voudrait réprimer et concilier tout à la fois. La défense attend des ordres du gouvernement qui est désarmé. Les régiments se découragent et se replient vers les Tuileries et la Concorde.

L'abdication .

Cette fois le Roi prend la chose au sérieux, mais il est trop tard. Thiers obtient la dissolution de la Chambre et s'efforce de constituer un Ministère, mais celui-ci s'évanouit avant de naître.

Dans le Salon des Tuileries, le Roi est tiraillé dans tous les sens. Emile Girardin présente au Roi un papier sur lequel sont écrits ces quatre points : **« Abdication du Roi Régence de la Duchesse d'Orléans Dissolution de la Chambre Amnistie générale »**.

Désorienté, sans ressort, Louis-Philippe écrit de sa main **« J'abdique cette couronne que la volonté nationale m'avait appelé à porter, en faveur de mon petit-fils, le comte de Paris, puisse-t-il réussir dans la grande tâche qui lui échoit aujourd'hui. Louis-Philippe, 24 Février 1848. »**

*
* *

Le Peuple, maître de l'Hôtel de Ville, trouve les Tuileries évacuées, il y pénètre, saccage, pille les appartements.

Au Palais-Bourbon, la Chambre siégeait : la Duchesse d'Orléans garde son sang-froid, tenant ses deux fils à la main, dont l'aîné est le comte de Paris, âgé de 10 ans. Elle les présente à la Chambre qui l'acclame.

On croit la dynastie sauvée, quand un républicain, Marie, demande une suspension de séance, afin de permettre à la Duchesse de se retirer. Celle-ci refuse. Tout à coup une foule d'hommes armés se précipitent dans l'hémicycle. La troupe débordée a livré passage à l'émeute.

Lamartine est à son banc, silencieux, on le supplie

de parler. Tocqueville lui dit **« Vous seul, pouvez vous faire entendre »**. Lamartine répond : **« Je ne parlerai pas, tant que cette femme et cet enfant seront là »**

Parmi le tumulte, des orateurs se succèdent. Puis Lamartine se lève et se déclare en faveur d'un **« gouvernement Provisoire »**.

L'émeute envahit la Chambre, la Duchesse a juste le temps de s'enfuir avec ses enfants. Dans le brouhaha, le désordre, presque au hasard, la foule acclame les noms des Membres du Gouvernement Provisoire qu'on lui lance de la Tribune. Arago, Lamartine, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin, dans le vacarme une voix crie : **« A l'Hôtel de Ville, Lamartine en tête ! »**

L'émeute triomphante abandonne le Palais-Bourbon pour se rendre à l'Hôtel de Ville, citadelle traditionnelle des insurrections Parisiennes. Il est environ quatre heures.

La Monarchie a vécu.

La deuxième république va naître.

*
* *

Pendant ce temps, le Roi et la Reine rejoignent Saint-Cloud, puis Dreux, ils arrivent à Honfleur et sous un nom d'emprunt (M. Lebrun) essaient de trouver un bateau. Ce sera le Vice-Consul anglais au Havre qui mettra un bateau à leur disposition. Le Roi vécut très pauvrement en Angleterre il y mourut deux ans plus tard. Guizot vint le rejoindre. Ensemble, dit l'historien de la Monarchie de Juillet, ils pourront méditer sur les erreurs commises, sur la façon dont **« ils s'étaient entr'aïdés pour se suicider »**.

III

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Au Gouvernement Provisoire acclamé par la Chambre, on joint Flocon, Louis Blanc et l'ouvrier mécanicien.

Albert, de son vrai nom MARTIN. Le Gouvernement est d'ailleurs loin d'être homogène. Une certaine hostilité règne entre les onze hommes au pouvoir, on distingue trois groupes :

LES MODERES : Dupont de l'Eure, Arago, Crémieux, Garnier-Pagès, Marie, Marrast.

LES REPUBLICAINS SOCIALISTES : Albert et Louis Blanc.

LES RADICAUX DEMOCRATES : Flocon, Ledru-Rollin, Lamartine.

Tous représentent les intérêts des villes.

En Province, la nouvelle de la Révolution a surpris, mais a été accueillie avec joie. En Alsace surtout, l'Evêque de Strasbourg bénit des arbres de la Liberté. La première proclamation du Gouvernement Provisoire au nom du peuple français est ainsi rédigée :

« Bien que le Gouvernement Provisoire agisse uniquement au nom du Peuple Français et qu'il soit de cœur et de conviction pour le Gouvernement républicain, ni le peuple de Paris, ni le Gouvernement Provisoire ne prétendent substituer leurs opinions à celles des citoyens qui seront consultés sur la forme définitive du gouvernement qui proclamera la souveraineté du peuple ».

Le Gouvernement avait trois buts principaux

Atteindre l'époque de l'élection d'une Assemblée Constituante.

Sauver la sécurité et la dignité de la France en face de l'Europe surprise et alarmée.

Assurer la stabilité politique et sociale par l'établissement définitif de la République.

Les jours qui suivirent furent encore très agités car les combattants des barricades n'avaient pas oublié l'escamotage de 1830.

Le peuple formule ses revendications, entre autres celle **« du droit au travail »** présentée par un inconnu surgit de l'émeute, Marche, qui déclarait que le Peuple

« mettrait trois mois de misère au service de la République ». Il réclamait également le drapeau rouge, Lamartine dans un bel effet oratoire, réussit à faire adopter le drapeau tricolore **« qui avait fait le tour du monde et porté partout le nom et la gloire de la Patrie ».** On accorda au peuple vainqueur une **« rosette rouge »** à la hampe du drapeau.

L'œuvre du Gouvernement provisoire :

Rapidement, toute une nouvelle législation vit le jour :

Abolition de la peine de mort

Etablissement du suffrage universel.

Emancipation des esclaves aux colonies.

Abolition du serment politique.

Liberté de la presse.

— Liberté de réunion.

Préparation d'un plan d'éducation universelle et gratuite.

Garantie du travail à tous les citoyens.

Droit pour les ouvriers de s'associer entre eux pour jouir du fruit de leur travail.

Tous ces changements, ces décisions tant attendus, créent un état d'euphorie dans la classe ouvrière, une grande espérance se fait jour. Le peuple pense profondément que tous ses maux disparaîtront avec l'avènement d'un gouvernement démocratique, dans lequel ses représentants ont leur place. Aussi quelle effervescence à Paris et dans les grandes villes. Des journaux naissent, des clubs se multiplient.

La Bourgeoisie participe également à cette joie populaire. Elle flatte l'ouvrier son langage, essaie de se rapprocher de la classe ouvrière. Elle répète le refrain du jour

« Chapeau bas devant la casquette,

A genoux devant l'ouvrier... »

Hélas les difficultés de l'heure, le manque de cohésion de l'équipe gouvernementale et sans doute aussi,

d'hommes de valeur ne tardent pas à faire disparaître cette flambée d'enthousiasme et à faire surgir déceptions sur déceptions pour arriver aux fatales journées de Juin.

La Commission du Luxembourg :

Garantir par décret du travail à tous les citoyens est une chose, donner de l'ouvrage rémunéré dignement, comme l'espérait l'ensemble des ouvriers, en est une autre.

D'ailleurs ce décret avait été pris contre les modérés.

Sous la menace de remettre leur démission, Louis Blanc et Albert, obtiennent la création d'une « COMMISSION DU GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS » qui siégeant au Luxembourg, sera connu sous le nom de « Commission du Luxembourg ».

Cette Commission avait pour mission de dresser avec l'aide des travailleurs eux-mêmes, un plan d'organisation du travail. Hélas, sans moyens d'action, sans budget spécial, se heurtant à l'hostilité sourde d'une bonne partie de ses collègues, Louis Blanc, président de la Commission du Travail, ne connaîtra que des difficultés et pas de résultats.

Nous pouvons considérer cette initiative comme un premier essai de « **Ministère du Travail** » auquel aspirait la classe ouvrière, lorsque dans ses manifestations elle réclamait un « **Ministère du Progrès** ».

La Commission comprend 888 membres 657 ouvriers et 231 patrons. Un comité composé de 16 ouvriers et de 10 patrons, assiste le bureau. La Commission siègera jusqu'en Mai elle s'efforce d'appliquer un large programme de législation du travail.

Ses premiers travaux aboutissent à la réduction des heures de travail, 10 heures à Paris, 11 heures en Province à l'abolition du marchandage. Elle propose de fixer l'âge légal de l'entrée à l'usine à 10 ans ; l'obligation pour les enfants de fréquenter l'école ; le repos du dimanche, mais ces propositions n'aboutissent pas.

Un décret établit des bureaux de placement gratuit dans les mairies.

Les ouvriers deviennent électeurs et éligibles aux conseils de Prud'hommes.

Elle aida à la formation d'associations ouvrières de production. Elle intervint dans le règlement de nombreux conflits. Ces résultats étaient importants, mais les ouvriers voulaient des mesures plus générales, d'effets plus immédiats.

La Commission manquait de crédits et de l'appui du gouvernement, qui voyait en elle une rivale, et de celui du parlement qui voyait avec méfiance cette sorte de parlement économique.

Enfin, la création des ateliers nationaux, dont nous reparlerons plus loin, avait été décidé le 26 février mais leur réalisation se fit contre l'esprit même de l'organisation voulue par Louis Blanc.

Insuffisamment soutenu par les ouvriers qui lui reprochait de ne rien faire, ayant soulevé la méfiance de la bourgeoisie qui voyait d'un mauvais œil ces réunions où l'on parlait de transformations radicales, élu à la constituante le dernier parmi les membres du Gouvernement il donna sa démission ainsi qu'Albert le 8 Mai. Il dut s'exiler à la suite d'une émeute faire le 15 Mai en faveur de la Pologne, et à laquelle il n'avait d'ailleurs pas participé.

La Commission du Luxembourg fut dissoute vers le 15 Mai.

*
**

Pour bien comprendre cet échec de la Commission du Luxembourg ; comme celui des Ateliers Nationaux qui aboutirent aux émeutes de Juin, il faut nous attarder sur la situation politique et économique de ces quatre mois, dont nous pourrons dire avec Grigault (1) : « **Il n'y a sans doute pas dans l'histoire des travailleurs de période plus émouvante que les 4 mois qui se sont**

(1) Histoire du Travail et des Travailleurs, Maurice Grigault (page 209).

écoulés entre le 24 Février 48 et la fin Juin. Aucune époque n'a vu réunir en un temps si court, tant d'espérances suivies d'une aussi tragique déception ».

Les Commissaires :

Les Républicains sincères formaient au lendemain des journées de Février un parti peu nombreux, concentrés surtout à Paris et dans les grandes villes.

Rapidement, des hommes comme Ledru-Rollin, Ministre de l'Intérieur eurent la claire vision qu'aux élections ils se heurteraient à la Province.

Les Préfets sont éliminés de leur poste. 110 commissaires sont répartis dans les départements, ils exercent les mêmes fonctions que le Préfet.

Malgré tout, les éléments conservateurs de la Garde Nationale n'étaient pas trop satisfaits, les manifestations de Février appuyées par le Peuple avaient vite été débordées par celui-ci et avant de disparaître les anciennes compagnies d'élite « **Les bonnets à poils** », voulurent avoir comme tout le monde, leur journée. Le 16 mars, elles se portèrent vers l'Hôtel de Ville aux cris de « **A bas Ledru-Rollin** ». Dès le lendemain les corporations ouvrières décidèrent de contre-manifester. Les élections sont proches. « **Pour faire triompher la République démocratique et sociale, nous voulons des révolutionnaires éprouvés** » qui administreront révolutionnairement les départements. L'Administration des départements est remaniée, de nouveaux commissaires sont nommés, chargés de contrôler les premiers, surtout en Vendée, Deux-Sèvres, Les Landes, les Pyrénées Orientales, les Vosges où le besoin s'en fait sentir

La poussée des Clubs :

1848 a été marqué par un large mouvement sociétaire et corporatif. De 1834 à la révolution, les sociétés politiques librement constituées, avaient fait place aux sociétés secrètes. Entre Février et Juillet 1848, les sociétés

secrètes deviennent des Clubs. Le nombre des clubs est considérable, il y en avait pour les femmes, les réfugiés, les maîtres d'écoles, les domestiques, les ouvriers. Les animateurs sont souvent des anciens prisonniers politiques sous la Monarchie. Parmi eux, Blanqui, Barbès, Cabet, Caussidière et Ledru-Rollin facilitent leur éclosion. En un mois, 250 clubs avaient poussé à Paris et sa banlieue pour atteindre rapidement 450.

Les Clubs avancés sont les plus nombreux et les plus mordants. Voici quelques noms évocateurs : « **Le club des Jacobins**, « **Club de la Montagne** » ou des « **Montagnards** ». Dans l'un de ceux-ci on pouvait lire, une affiche hostile aux modérés, précurseur des troubles prochains : « **Si vous remettez votre sort dans de pareilles mains (Lamartine et la bourgeoisie) vous êtes perdus, une nouvelle révolution sera inévitable, et le sang de vos frères aura coulé inutilement** ».

C'est par les clubs, c'est par cette seconde Assemblée Nationale, toujours permanente, toujours agissante, que doit s'édifier le nouvel ordre social, disait le Bureau du **Club des travailleurs libres**.

Formation d'un Comité électoral pour appuyer « **les candidatures radicalement démocratiques** » ; Défense des élus de l'insurrection : Inscription des ouvriers sur les listes dans les mairies, tels étaient les buts pratiques des clubs.

Le 21 Mars, une soixantaine de délégués de clubs forment « **le Comité révolutionnaire** » Club des Clubs, qui adopte la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793. Il décide d'envoyer des délégués dans les départements. Le gouvernement provisoire avait même des crédits de propagande. Les délégués, tous d'opinions très avancées avaient pour mission de « **Républicaniser** » la France. Il a pu envoyer près de 500 agents électoraux en Province, en Algérie et dans les Régiments.

La Presse :

Avec la liberté de la Presse, ce fut un débordement de journaux. Les journaux se vendent au numéro dans la rue, ils sont criés, leur prix a baissé. Ce sont des organes de doctrine, beaucoup plus que d'information. Du 24 février 1848 au 22 Juin, il en paraît 274, quelques uns tirèrent 2 ou 3 numéros puis disparurent.

Les opinions les plus diverses trouvent leur écho dans la Presse, socialiste surtout.

Le Peuple fournit son titre à un grand nombre de ces feuilles **Le bon sens du Peuple, La Voix du Peuple, L'alliance des peuples, etc...** Puis la presse hypnotisée par la période révolutionnaire, **le Père Duchesne, le Journal des Jacobins.**

Il se dresse également, une autre presse importante **la République Française** combat des doctrines de Louis Blanc et encourage les paysans à voter

L'Assemblée Nationale du Marquis de Lavalette, définissait les diverses dynasties qui se proposaient de régner **L'ère nouvelle**, de Lacordaire acceptait la République qui était la volonté de la Nation, elle insistait pour qu'elle travaillât au soulagement des misères.

Ozanam écrivait : **« La Révolution de Février n'est pas pour moi un malheur public auquel il faut se résigner, c'est un progrès qu'il faut soutenir. J'y reconnais l'avènement temporel de l'évangile exprimé par ces trois mots : Liberté, Egalité, Fraternité ».**

La Garde Nationale — La Garde Mobile :

La Révolution de 48 rend à la Garde Nationale une vigueur nouvelle, elle ne rassemblera plus uniquement les bourgeois. Tous les citoyens de 21 à 55 ans sont gardes nationaux.

Un arrêté du Gouvernement Provisoire du 25 Février 1848 décide la formation de 24 bataillons de gardes mobiles à Paris, deux par arrondissement, recrutés pour un an parmi les volontaires de 16 à 30 ans. L'existence

de la Garde mobile fut éphémère ; sa création avait soulevé des protestations. Une note du 13 Juillet 1848, conservée aux archives nationales dit que **« La pensée de la création de la Mobile était d'organiser l'émeute et d'avoir sous la main une troupe armée à la disposition d'une certaine fraction du gouvernement ».**

Ce qui est sûr c'est que la garde nationale et la garde mobile furent réorganisées pour procurer au gouvernement Provisoire des forces sur lesquelles il puisse compter

IV

LA CRISE ECONOMIQUE

Quand la révolution de Février avait éclaté, le pays était encore en pleine crise économique. Celle-ci ne s'améliora pas ; les finances de l'Etat sont dans une situation précaire.

Les boutiques se ferment, les crédits se resserrent, les impôts ne rentrent plus. Petits rentiers et petits propriétaires tremblent devant le spectre de l'expropriation et du communisme, l'industrie est bloquée, le chômage reprend de plus belle, à Paris seulement 184.000 ouvriers sont congédiés.

Il faut parer au plus pressé. Il est décidé de restituer les objets engagés au Mont de Piété, pour des prêts de moins de 10 francs (25-2-48) de proroger les échéances de 10 jours pour les effets payables du 22 février au 15 Mars.

Au matin du 25 février, le Trésor comptait 192 millions de francs. 107 à peine le 6 mars. De grosses maisons sautent.

L'argent se cache, les bourgeois renvoient leurs domestiques, portent leur argenterie à la Monnaie. Les campagnes se croient menacées du retour au papier-monnaie.

Les petits épargnants se pressent aux guichets des Caisses d'Epargne. Les rentiers ne renouvellent pas les bons du trésor qui sont à échéance.

En face de cette situation difficile il eut fallu prendre des mesures radicales. Les socialistes préconisaient l'organisation du crédit, l'appropriation par l'Etat des Mines, des chemins de fer et leur exploitation par des Associations ouvrières. Mais le gouvernement dans sa majorité n'était pas révolutionnaire.

La Banque de France escompte du 20 Février au 15 Mars pour 110 millions d'effets. Le 17 mars son encaisse tombe de 140 à 59 millions, or elle avait 260 millions de billets en circulation et elle devait 85 millions de dépôts; on était en pleine inflation.

Enfin, à bout de ressources, Garnier-Pagès se rejette sur la solution traditionnelle, l'impôt. Un impôt exceptionnel consistant à une addition de 45 centimes par franc au montant des 4 contributions directes fut décrété pour 1848.

Ces « centimes additionnels » furent rapidement impopulaires parmi les petits propriétaires des campagnes et les paysans.

Le mécontentement fut universel, surtout dans les campagnes. Pour les paysans la République c'était l'impôt des 45 centimes.

Les partis avancés demandent le dégrèvement des petites cotes, la progressivité de l'impôt en raison du revenu. Mais les dégrèvements sont légions. L'impôt rend mal. La crise économique et financière continue de sévir entretenant le malaise social.

V

LES ELECTIONS

Se rendant compte que le climat politique de l'ensemble de la France ne leur était pas favorable, les représentants de la Classe Ouvrière et le parti socialiste,

s'efforcent de reculer la date des élections à l'Assemblée Constituante qui devait doter ce pays d'un gouvernement régulier. Ils réussissent en partie dans leurs projets puisque cette date est reportée du 9 au 23 avril. Mais le délai ainsi accordé est vraiment trop court pour changer de façon sensible la situation du moment.

Les Français votent avec entrain, sur 9.395.035 inscrits, il y a 7.835.327 votants, soit 16 % d'abstention.

Partout les modérés sont vainqueurs. Le spectre rouge qui effrayait la majorité du gouvernement provisoire heurtait bourgeois et paysans de France.

La Révolution fut mise en minorité. La majorité des Bureaux qui représentaient les 2/3 de la France ont défait ce que le Peuple révolutionnaire de Paris avait fait.

Le suffrage universel, la suppression de la royauté avaient la sympathie de la majorité des Français. Mais la « **question sociale** » et les solutions socialistes faisaient horreur à cette même majorité.

Bref la classe ouvrière est battue; il y a en partie de sa faute. Pas habitués à jouer un rôle dans la vie politique du pays, beaucoup d'ouvriers ont négligé de se faire inscrire sur les listes électorales. La formation de listes rivales disperse également les forces.

Si bien qu'on se pose cette question Le peuple était-il préparé à jouer un rôle? L'ouvrier avait-il la capacité politique? Proudhon a reconnu que, si 1848 a donné aux ouvriers conscience d'eux-mêmes, le Prolétariat n'avait pas une idée nette de son rôle. C'est ce qu'affirme également Blanqui dans **Les Classes ouvrières en France pour l'année 1848**: « Elles ont assez d'instruction pour apprécier le côté faible des institutions humaines, mais elles n'en ont pas assez pour les réformer d'une manière sérieuse et durable ».

En effet, une pensée ouvrière s'est élaborée depuis 1830, nous en suivons la trace dans les journaux ouvriers. Mais les ouvriers qui lisent, pensent, sont une petite minorité acquise au socialisme.

L'instruction était insuffisamment répandu. En 1857

33,5 % des conscrits ne savaient ni lire, ni écrire, c'est dire la difficulté d'une capacité politique de la classe ouvrière en 1848.

VI

LES ATELIERS NATIONAUX

Créés par décret du 27 Février 48, les Ateliers nationaux avaient pour but dans l'esprit des modérés de venir en aide aux chômeurs en les occupant à des travaux d'intérêt général. Dans l'esprit de la Classe Ouvrière, les ateliers Nationaux répondaient à l'application du principe pour lequel elle s'était battue « **le droit au travail** ».

Dès sa création on sent l'équivoque de cette réalisation, qui tient toute entière dans ces deux optiques.

En effet, relevant du Ministre de l'Intérieur Marie, et dirigée par un ancien élève de l'Ecole Centrale, Emile Thomas, l'un et l'autre hostile aux idées socialistes, l'organisation des Ateliers Nationaux n'offrira qu'une grossière caricature des Ateliers Sociaux qu'avait préconisé Louis Blanc. Louis Blanc voulait que les ouvriers fussent groupés par profession, que le gouvernement se borna à leur prêter l'argent nécessaire au fonctionnement d'ateliers qu'ils organiseraient et exploiteraient eux-mêmes, à leurs risques et périls. L'expérience fut faite par les tailleurs, auxquels on donna l'entreprise de l'habillement de la garde nationale. Elle réussit.

Mais la mauvaise foi et la volonté de déconsidérer Louis Blanc et ses idées firent des Ateliers Nationaux un fiasco et une parodie des théories sociales de l'époque.

Dès le 28 Février les ouvriers sans travail pouvaient retirer dans les mairies un certificat qui leur permettait d'être admis dans l'un des chantiers de travaux publics.

Ceux-ci consistaient : en plantation d'arbres, en tra-

voux de terrassement nécessités par la construction des gares Saint-Lazare et Montparnasse. Mais il y avait en réalité juste de quoi occuper quelques milliers d'hommes.

Or à cause du chômage, mais aussi poussés par l'attrait d'un salaire sûr, les ouvriers parisiens et même ceux de Province qui obtenaient facilement des certificats, affluèrent en nombre aux Ateliers Nationaux, qui d'un effectif de 14.000 travailleurs en mars passèrent à plus de 100.000 fin avril.

Les ouvriers sont enrégimentés, organisés en escouades de 11 hommes, puis les escouades en brigades, les brigades en lieutenances, les lieutenances en compagnies.

Ils élirent leurs chefs, sauf l'état-major. Le salaire est de deux francs par journée de travail, quand il n'y a pas d'ouvrage la somme perçue est de 1 fr. 50 puis descendra par la suite à 1 franc. Ne pouvant employer plus de 10.000 hommes à la fois, les travailleurs ne sont guère occupés plus d'un jour sur quatre.

D'autre part, l'organisation du travail est loin d'être rationnelle. Caussidière dit : « **Les ouvriers n'ont pas fait autre chose que gratter la terre et la transporter d'un endroit à un autre** ».

Les professionnels ne sont pas employés dans leur métier, mais comme tous à des terrassements et à des travaux de manœuvres. Les ouvriers au bout de quelque temps s'indignent de cette carence. Ils sont humiliés de cette oisiveté.

Cette situation est démoralisante pour les travailleurs, ruineuse pour les finances, elle coûte plus de 150.000 francs chaque jour à l'état.

Dans ce climat, malgré les efforts du gouvernement, pour embrigader les ouvriers, faire pénétrer des éléments modérés, bonapartistes même, l'influence communiste et socialiste se fait sentir.

Les Ateliers deviennent des foyers de discussion politique. Comment en serait-il autrement, dans ce désœuvrement général? La Presse conservatrice et royaliste dénonce le scandale, met toutes les fautes sur le compte

de Louis Blanc, d'Albert et de Ledru-Rollin. Elle demande la dissolution des Ateliers. De toute façon, tels qu'ils se présentent, les Ateliers ne sont plus viables.

Deux solutions sont en présence

Les uns cherchent un mode de dissolution lent pour éviter de rejeter brutalement 100.000 ouvriers au chômage, avec tout ce que cela comporte de détresse pour eux et leurs familles. D'autres sont partisans de la liquidation immédiate de cette « plaie » comme ils disent. Ils veulent chasser de Paris et disperser à tout prix ce groupement important de travailleurs mécontents, désillusionnés et ulcérés du sabotage d'une expérience en laquelle ils avaient mis leur confiance, et qui offre un danger pour la paix sociale.

Ceux qui cherchent à gagner du temps et à régler d'abord le problème du reclassement que poserait la dissolution des Ateliers et ceux qui veulent en finir vite, s'affrontent. Ces derniers ont fait confier le rapport sur cette dissolution demandée à l'Assemblée Nationale, à Talleux qui présente les considérants suivants :

« Les Ateliers Nationaux ne sont plus aujourd'hui au point de vue industriel, qu'une grève permanente organisée à 170.000 francs par jour ; au point de vue politique, qu'un foyer actif de fermentation menaçante ; au point de vue financier, qu'une dilapidation quotidienne et flagrante ; au point de vue moral, que l'altération la plus affligeante du caractère si glorieux et si pur des travailleurs ».

Après ce rapport l'Assemblée refuse les crédits nécessaires à la prolongation de l'expérience.

Le 21 Juin, le « Moniteur » publie l'arrêté dissolvant les Ateliers Nationaux. Tous les ouvriers de 18 à 25 ans devront s'enrôler dans l'armée. Les autres partiront dans les départements pour des travaux de défrichage.

Cette décision portera à son comble l'agitation ouvrière. Les travailleurs une nouvelle fois vont se battre.

*
* *

Le Pays avait bien d'autres motifs d'agitation qui venaient se greffer sur la crise sociale.

Le 15 Juin à l'occasion d'un débat sur la Pologne, une manifestation groupe 35.000 personnes à la Concorde. S'engouffrant derrière une délégation, une partie de cette foule envahit les tribunes de la Chambre. Raspail, Blanqui, Barbès prennent la parole pour réclamer la libération de la Pologne, parlent de la misère du Peuple, etc...

Après cette manifestation, l'Assemblée se ressaisit. Elle fait arrêter Barbès et Albert Blanqui et Raspail disparus sont décrétés en état d'arrestation.

L'Assemblée est inquiète elle cherche une autorité, elle la trouvera dans le Général Cavaignac qui revient d'Algérie.

Il se répand dans le pays des bruits de restauration monarchique pour y parer l'Assemblée applique au Prince d'Orléans la loi de bannissement.

Un autre nom commence à attirer l'attention des foules, le Prince Louis Napoléon Bonaparte.

L'Assemblée est entourée de trois périls royaliste, Bonapartiste, révolutionnaire. Les 4 et 5 Juin avaient eu lieu des élections complémentaires dans toute la France, et un nom sort des urnes, Louis-Napoléon qui est nommé non seulement à Paris, mais dans trois départements : l'Yonne, la Charente-Inférieure et la Corse.

De Londres, le prince Louis-Napoléon fait savoir **« Si le Peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir ».**

Dans les diverses parties de la France, une conviction se dégage, on n'en sortira que par un coup de violence.

L'Assemblée s'affole. **« Il faut en finir »**, tel est le cri de la majorité. Le Gouvernement prend des mesures de sécurité, il ramène des troupes dans Paris. Malgré quelques esprits généreux et plus clairvoyants, comme

nous l'avons vu plus haut, Falloux décide la dissolution des Ateliers Nationaux. Paris va vivre des journées tragiques.

VII

LES JOURNÉES DE JUIN

Une délégation conduite par Louis Pujol, ancien séminariste, ancien officier de l'Armée d'Afrique, qui, dans une brochure prophétise des jours sanglants avait écrit : « **Les ouvriers vous ont dit : Nous avons le droit de vivre en travaillant** », et vous leur avez répondu : « **Nous avons le droit de vous laisser mourir de faim, ou vous travaillerez comme nous le voudrions** » — est reçu par MARIE. A la demande de PUJOL de revenir sur l'arrêté de dissolution, MARIE oppose un refus cassant : « **Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la Province, nous les y contraindrons par la force... par la force, entendez-vous ?** »

La délégation se retire en annonçant « **le recours aux armes pour le lendemain** ».

Le Vendredi 23 Juin, à 6 heures du matin, 7 à 8.000 ouvriers se rassemblent sur la Place du Panthéon avec Pujol à leur tête, bannière déployée. Ils vont jusqu'à la Bastille Pujol les harangue. « **La révolution est à recommencer. Amis, la liberté ou la mort** ». La colonne se remet en marche, se déploie. Rue Saint-Denis, Boulevard Bonne-Nouvelle, derrière l'Hôtel de Ville, Faubourg Saint-Antoine, partout les barricades se dressent.

Les ouvriers sans chefs connus ceux-ci sont en exil ou en prison depuis la manifestation du 15 Mai en faveur de la Pologne, mais avec ordre et méthode organisent l'insurrection. Les drapeaux tricolores des Ateliers Nationaux sont plantés avec ces inscriptions : « **Du pain ou la mort** » ; « **Du travail ou du pain** » ; « **Du pain ou du plomb** ».

A 11 heures la moitié de Paris semble appartenir aux insurgés. Combien sont-ils ? 100.000 peut-être ? Et parmi eux les femmes ne sont pas les moins actives.

Pendant ce temps, le général Cavaignac, Ministre de la Guerre, organise la répression. Il a mis au point une tactique : laisser les barricades se former, puis procéder à un nettoyage impitoyable. Les troupes sont massées aux Tuileries, Place de la Concorde, esplanade des Invalides. En tout 40.000 hommes environ.

La bataille va s'engager terrible, sanglante. Les femmes, les vieillards, les enfants prennent part à la lutte. Les barricades doivent être enlevées une à une, elles sont parfois distantes de 30 en 30 mètres. On se bat au corps à corps. La troupe emploie le canon pour ouvrir des brèches.

L'état de siège est proclamé le 24, les forces de part et d'autres se sont accrues. Les pertes sont nombreuses des deux côtés. Mais peu à peu les insurgés sont refoulés. Le général Bréa voulant annoncer que l'Assemblée avait voté un crédit de trois millions pour les citoyens dans le besoin, est pris pour Cavaignac et massacré à Gentilly (1).

Monseigneur Affre, archevêque de Paris, veut parler à la foule, au Faubourg Saint-Antoine, il tombe frappé d'une balle.

Le 26 Juin au matin, les derniers insurgés sont dispersés. L'Assemblée reçoit, du général Cavaignac une dépêche « **Le Faubourg Saint-Antoine, dernier point de Résistance est pris. Les insurgés sont réduits. L'ordre a triomphé de l'anarchie** ».

Bilan Dans l'armée 1.600 morts ou blessés ; parmi les ouvriers, au moins 3.000 morts. Puis ce sera la contre-révolution, des représailles, 14.000 prisonniers, des transportations sans jugement.

La deuxième République démocratique s'est effondrée.

(1) Histoire du Mouvement Ouvrier en France de J. Mon-
treuil (page 84).

La classe ouvrière réduite au silence pour plusieurs années.

*
**

Le 10 Décembre 1848, Louis Napoléon Bonaparte est porté à la Présidence de la République par 5.300.000 voix contre 1.448.000 à Cavaignac, 371.000 à Ledru-Rollin, 36.900 à Raspail, 17.900 à Lamartine.

Nous sommes loin de Février 1848. Tous les hommes du gouvernement provisoire sont désavoués. Comment ce renversement est-il devenu possible ? Comment les Français ont-ils été appelé à remettre à Louis Napoléon Bonaparte les destinées de la deuxième République ?

Cela s'explique facilement, pour peu que l'on suive d'un peu près l'évolution de la conjoncture politique d'avril à Juin 48 et aussi lorsque l'on s'attarde un peu sur la personnalité du futur Empereur

De tout temps, Louis Napoléon s'était intéressé aux questions sociales, et le peuple le savait. Il avait même écrit une petite brochure intitulée : « L'extinction du paupérisme ». D'autre part, dans sa jeunesse, il avait été lié aux sociétés secrètes révolutionnaires.

Bon nombre d'ouvriers, déçus dans leurs espérances, ne croyant plus aux théoriciens, en réaction contre les républicains modérés, ne voulant pas revenir à la monarchie, voteront pour cet homme qui sentimentalement parlant ne leur était pas hostile.

La Bourgeoisie et surtout les paysans voient en Louis-Napoléon l'homme qui fera régner l'ordre et permettra à l'économie française de retrouver sa prospérité.

Les partisans de Louis Napoléon sauront habilement exploiter à travers tout le pays, les désillusions et les rancœurs du peuple, les réactions des paysans et l'égoïsme de la bourgeoisie pendant la période qui suivit les fameux « centimes additionnels », la dissolution des ateliers nationaux et les journées de Juin.

La crise économique, le découragement des uns, l'égoïsme des autres, voilà les conditions requises pour que les hommes cherchent parmi eux un « Sauveur »

que demain ils devront renverser parce qu'incapable ou abusant de son pouvoir C'était vrai à la fin de 1848, cela ne le reste-t-il pas de notre temps ?

Quoi qu'il en soit, les élections du 10 Décembre 48, orientaient le pays vers le coup d'état du 2 décembre 1851. La Deuxième République avait vécu. L'Empire réapparaissait, Napoléon III devenait Empereur des Français.

CONCLUSIONS

La Révolution de 1848 s'est-elle vraiment soldée par un échec de la Classe Ouvrière ? Des flots de sang ont été versés, l'ont-ils été inutilement ? Qu'est-ce que 48 a apporté au Mouvement Ouvrier ?

C'est ce que nous allons essayer de dégager très succinctement.

*
**

La Classe Ouvrière est sortie meurtrie, découragée, désemparée, privée de ses chefs et de ses militants par ces quatre mois de lutte. C'est certain. Mais avec le recul du temps, nous pouvons soutenir que les sacrifices consentis n'ont pas été vains.

Des privilèges abattus en Février ne se relèveront plus : La monarchie, le Cens. Une législation sociale a été amorcée avec quelques hauts et bas, elle n'ira désormais qu'en progressant. Des idées lancées continuent leur mouvement à travers les générations : L'Association ouvrière, la solidarité des travailleurs, le droit au travail et au fruit de ce travail. La représentation ouvrière qui aboutira au syndicalisme. Le suffrage universel s'il subit quelque atteinte après 48 se sera plus sérieusement remis en question, et désormais les gouvernements devront tenir compte de ce puissant moyen d'action donné à la classe ouvrière. Enfin les déceptions et les souffrances de cette période révolutionnaire ont creusé entre la bourgeoisie et la classe ouvrière une inimitié qui dure encore.

Ces déceptions et ces souffrances sont également à la source du fossé, qui séparera désormais les travailleurs de l'Eglise.

Des personnalités catholiques comme Falloux et Montalembert portent une grande responsabilité dans ce fait. N'ont-ils pas été dans la période qui précède la dissolution des ateliers nationaux, parmi les plus sectaires et les plus aveugles en face du règlement de cette réalisation malheureuse certes, et nous en avons donné les raisons qui ne sont pas glorieuses pour certains hommes.

N'est-ce pas Falloux (qui en 1850 fera voter la loi sur l'enseignement libre) qui fut l'artisan le plus actif de la dissolution des Ateliers Nationaux, de la dispersion des ouvriers et de la répression des Journées de Juin.

Ce catholique, qu'il le voulut ou non, est responsable en grande partie, que désormais, aux yeux des travailleurs, l'Eglise apparaîtra liée à l'égoïsme des possédants.

Il faudra attendre la fin du XIX^e siècle pour que, de nouveau, des chrétiens se rendent compte de leurs responsabilités vis à vis de la classe ouvrière et petit à petit, s'intègrent et influencent le mouvement ouvrier.

La lutte de classe a son origine en 1848. On peut penser que ce n'est pas là un résultat heureux, mais c'est une constatation. Et ce fait, dans ses conséquences, n'a pas pour la classe ouvrière qu'un aspect négatif d'opposition, il est la source d'une prise de conscience de classe qui n'a jamais cessé de susciter des milliers de militants se mettant au service des organisations ouvrières, pour la libération totale de leurs frères. Lutter pour permettre aux travailleurs d'occuper la place qui leur revient dans la Nation, c'est lutter pour un idéal de justice, sans lequel il ne peut y avoir de paix sociale véritable.

Cette aspiration à plus de justice a animé les combattants de 1848.

C'est le même combat qui continue pour les militants de 1948.

POUR VOUS EDUCATEURS

INSTITUTEURS - MONITEURS

"ORIENTATIONS"

CAHIERS
D'EDUCATION
POPULAIRE

Parution mensuelle

Un an	20 fr
6 mois	65 fr

Les Collections I.C.O.

■ LE PAIN DES HOMMES

La Réforme de l'Entreprise
Pour connaître le libéralisme.

■ LE TRAVAIL DES HOMMES

Le Syndicalisme en U. R. S. S.

■ L'EDUCATION DES HOMMES

L'Ecole Radiouse
Le Guide de l'Apprentissage.

■ LA CITE DES HOMMES

Les grands systèmes politiques français.

UN GAIN DE TEMPS
UNE ECONOMIE D'ARGENT
UNE MEILLEURE INFORMATION

REVUE DE PRESSE OUVRIÈRE

Chaque semaine
reproduit les articles les plus importants parus
dans la presse de toutes tendances sur tous les
problèmes intéressant le monde du travail

Un an	380 fr
Six mois	95 fr.
Trois mois	00 fr
Un mois	35 fr

à l'Institut de Culture Ouvrière
Place Victorien-Sardou
Marly-le-Roi
CCP 4212-28 PARIS

FAITS PAR DES OUVRIER
POUR LES MILITANTS OUVRIER

LES CAHIERS DU TRAVAIL

Revue mensuelle d'Information
économique et sociale

Mettent à votre disposition une documentation
abondante sur tous les problèmes intéressant
le monde du travail

La présentation sur fiches séparées avec indices
de classement en font un outil pratique qui vous
rendra de nombreux services.

Un an	300 fr
Six mois	60 fr
Etranger	375 fr

à l'Institut de Culture Ouvrière
Place Victorien Sardou, Marly-le-Roi
CCP 4212-28 Paris